

« Mobilisons-nous pour nos maires de gauche »

Harlem Désir



© Philippe Grangaud

Le Premier secrétaire du PS a demandé le rassemblement de toutes les forces de gauche derrière la liste de gauche arrivée en tête en vue du second tour des élections municipales. Le Premier ministre a également lancé un appel aux abstentionnistes, nombreux, du premier tour, qui détiennent la clé du scrutin. Face aux difficultés économiques et sociales, la solution n'est pas dans une gestion de droite libérale, encore moins dans celle d'une extrême-droite anti républicaine. Jean-Marc Ayrault a insisté sur la responsabilité de « l'ensemble des forces démocratiques » de créer les conditions pour empêcher le FN de l'emporter au second tour.

L'AGENDA

30 mars

► 2^e tour
des élections municipales

17 avril

► Meeting de lancement
des européennes
avec Martin Schulz à Paris

23 avril

► Forum sur l'Industrie
à Paris

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

« J'appelle à réaliser partout le rassemblement des forces de gauche »

Au lendemain du premier tour des élections municipales, marqué par un fort taux d'abstention et une montée en puissance du Front national dans plusieurs villes, le message du Parti socialiste est clair : il faut se mobiliser, et se rassembler.

Le Premier secrétaire Harlem Désir a rappelé, lors d'une conférence de presse lundi 24 mars que l'abstention était « un défi pour la vie politique », et qu'elle concernait tous les partis. Il a toutefois souligné la dispersion et l'absence d'une partie de l'électorat de gauche, ce qu'il a expliqué par une forte attente de l'action du gouvernement dans le contexte d'une crise économique et sociale « qui dure ».

« La stratégie est la bonne, mais il y a une attente d'efficacité, de cohérence dans la mise en œuvre, de rapidité », a-t-il déclaré aux journalistes.

Toutefois, l'enjeu des élections municipales est de choisir sa ville pour les six années à venir, choisir le maire « qui va répondre à vos valeurs », a expliqué le Premier secrétaire. Face aux attentes en matière de solidarité, de logement, de services publics de proximité, c'est donc le vote de gauche qu'il faudra favoriser. Ces maires de gauche, « vous les connaissez, vous les appréciez, vous savez qu'ils partagent avec vous la proximité, vos préoccupations, votre quotidien, la volonté de faire avancer votre territoire » a souligné Harlem Désir, apostrophant ainsi ceux qui, en raison de la situation nationale, se sont éloignés des urnes le temps d'une élection locale.

La crise au niveau national ne doit pas détourner les citoyens des réussites de la gauche municipale, dont l'action est gouvernée par des impératifs de solidarité et de vivre-ensemble, principes d'autant plus impérieux lorsque les temps sont difficiles.

« Il ne faudrait pas que d'une attente sociale sorte dans les villes une victoire libérale », a estimé le Premier secrétaire.

Risque FN

Se mobiliser également face à l'importante montée du Front national. En effet, le parti d'extrême-droite est présent au second tour dans plus de 300 villes. Ce parti, au discours plus « policé », mais qui « abrite toujours les mêmes idéologies », a bénéficié de la forte abstention. Cela se traduit notamment par l'assurance qu'il y aura désormais 472 conseillers municipaux du Front national en France. Ce chiffre augmentera à l'issue du second tour, permettant à la présidente du Front national d'atteindre son objectif de 1 000 conseillers municipaux à travers le pays ? Face à cette hypothèse, le Premier secrétaire a insisté sur ce que représentait une municipalité passant Front national, « moins de solidarité et plus de tensions », « les bibliothèques et la culture censurées », mais également la fin des subventions pour les associations, l'instauration de la préférence nationale dans l'attribution des logements sociaux



par exemple. L'unique réponse pour empêcher une implantation locale sans précédent du Front national, mais également pour continuer à avoir des villes protégeant leurs habitants, sera donc le rassemblement, notamment le rassemblement de la gauche.

« Partout, nous ferons tout pour faire barrage au Front national, parti de régression sans solutions », a assené le Premier secrétaire. Harlem Désir a donc annoncé le rassemblement des listes de gauche lors du second tour : « J'appelle partout, dans toutes les villes, à réaliser ce rassemblement des forces de gauche et des écologistes derrière la liste de gauche arrivée en tête, en fusionnant partout les listes de gauche et les écologistes ».

Dimanche 23 au soir, le Premier secrétaire, accompagné de Guillaume Bachelay, secrétaire national à la coordination et de Christophe Borgel, secrétaire national aux élections, a rencontré une délégation d'Europe Ecologie – Les Verts, conduite par Emmanuelle Cosse, et du Parti communiste, menée par Pierre Laurent.

En forme de conclusion, Harlem Désir a formulé un appel en direction des électeurs de gauche et des abstentionnistes : « Mobilisez-vous pour vos maires de gauche ! ».

Mobiliser tous les électeurs pour le second tour

« La priorité est désormais de se rassembler et de rassembler toutes les forces de la gauche », a dit Jean-Marc Ayrault à l'issue du premier tour des élections municipales. « L'enjeu du second tour, c'est bien de choisir pour six ans entre un maire de gauche ou un maire de droite, a ajouté le Premier ministre. Et tous ceux qui défendent une politique économique et sociale plus juste doivent se rassembler pour constituer les majorités et conduire les projets locaux qui répondront aux attentes de nos concitoyens, dans chacune de nos communes. »

Il a également insisté la responsabilité de « l'ensemble des forces démocratiques et républicaines » de « créer les conditions pour empêcher » le Front national de l'emporter au second tour, dans les communes où il est en position de force. Jean-Marc Ayrault appelle à

« la mobilisation des électrices et des électeurs dimanche prochain », notamment « ceux qui ont choisi de s'abstenir » au premier tour. « De leur vote dépend l'avenir de chacune de nos communes », rappelle-t-il.

De son côté, Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement a estimé qu'il fallait « tenir le cap sur des politiques et des réformes qu'il a commencé à conduire, qui certes n'ont pas encore toutes porté leurs fruits ». « C'est long de transformer un pays comme nous le faisons, de réformer le marché du travail, de redonner de la compétitivité aux entreprises, de faire en sorte que les Français soient mieux formés... », a-t-elle remarqué. « En même temps, ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que depuis 20 mois, nous réparons la gestion catastrophique de la droite dans ce pays. Les Français ont au moins

ce bilan-là en tête. Donc ne faites pas la même chose dans les municipalités que ce que vous avez déploré à la tête du pays. »

Claude Bartolone, président (PS) de l'Assemblée Nationale, a également appelé les électeurs à « ne pas sacrifier » les municipalités de gauche « qui ont fait le travail » : « il faut à la fois que nous puissions réussir à tenir notre engagement européen, tenir compte des problèmes de pouvoir d'achat et des difficultés sociales, et dire aux électeurs : attention, ne sacrifiez pas les maires et les équipes qui ont fait le travail au niveau local. Ne venez pas encore plus affaiblir la réponse sociale que souvent vous réclamez. »

Face aux difficultés économiques et sociales, une partie de l'électorat s'est abstenu. Pour Pierre Moscovici, « le second tour doit être un second tour de ressaisissement ».

Une ville de gauche, c'est plus de social, plus de solidarité

En 2001 et 2008, les Français ont majoritairement choisi de confier leur ville à la gauche. L'un des symboles de cet éveil en faveur de la gauche municipale fut l'arrivée de Bertrand Delanoë à Paris. Depuis la ville a été transformée : nouveaux transports en commun, moins de voitures, nouveaux aménagements pour les parisiens, création de places en crèches, d'événement culturels incontournables... La liste est longue. Mais Paris n'est pas la seule ville à avoir bénéficié de l'alternance. Partout, les réussites de la gauche dans les villes de petite taille, taille moyenne ou les grandes villes, sont avérées : plus de logements sociaux, des transports améliorés, plus de places en crèches, etc.

Au lendemain du premier tour des municipales, on ne peut nier le message envoyé par les Français, l'attente du redressement du pays. Or, dans un contexte de crise, les Français exigent c'est plus de social, plus de solidarité, de services publics. « *On a besoin de mairies qui mettent au cœur de leur action le service public, la petite enfance et l'éducation, le logement, les transports pour tous, l'environnement, le développement économique pour l'emploi* », explique Harlem Désir.

C'est bien l'objet de la Charte des municipales adoptée lors de la Convention nationale du PS

en décembre dernier. Ce texte s'articule autour de quatre thèmes clés afin de bâtir une ville « créative, coopérative et durable » : la justice sociale, l'impératif écologique, l'ambition économique et la participation démocratique. Ainsi, dans le projet qu'ils présentent aux Français, les candidats socialistes et républicains ont tous mis en avant la nécessité de continuer à favoriser les transports doux, afin d'améliorer la santé et la qualité de vie. Le logement également, est une pierre angulaire. Ainsi, devra être garanti le respect de la règle des 3 tiers bâtis, qui permet de créer des logements accessibles pour toutes les populations.

Au service des habitants

La politique municipale de gauche doit également renforcer les liens entre les générations en prenant en compte les besoins de chacun à tous les âges, comme faciliter l'accès aux transports pour les aînés, favoriser la préscolarisation dès l'âge de 2-3 ans, encourager les services aux familles en tenant compte des contraintes des parents. Une mairie de gauche, c'est également favoriser le développement économique de la ville pour soutenir la création d'emplois. En

stimulant l'esprit d'entreprise, en permettant l'implantation de nouvelles entreprises. Enfin, une ville de gauche, c'est également la garantie d'une gestion communale efficace, avec des budgets « *dans lesquels chaque euro dépensé est un euro utile pour les habitants* », en maîtrisant la fiscalité, et en faisant des économies en renforçant l'intercommunalité. Aujourd'hui, le Front national a connu une percée sans précédents au niveau local, la seule façon de le combattre sera de se mobiliser et de se rassembler autour des valeurs de la gauche, celles qui ont su convaincre les Français en 2001, en 2008, et plus récemment en 2012.



Le FN à la tête des villes : une gestion catastrophique

Le parti de Marine Le Pen a remporté la ville d'Hénin-Beaumont au premier tour. Le FN est en capacité de remporter dans plusieurs autres communes au second tour, notamment dans le sud de la France. Face à la complaisance de la droite, le parti socialiste a déjà dit qu'il prendrait ses responsabilités. « *Nous ferons, à chaque fois, ce qu'il faut pour faire barrage au FN*, a affirmé Christophe Borgel, SN en charge des élections. *Partout où le désistement c'est le chemin pour faire barrage au Front national, il n'y aura aucune hésitation de la part du Parti socialiste. On n'a pas hésité hier, on n'hésitera pas aujourd'hui* ». Martine Aubry a exprimé « *une grande tristesse* », parce qu'elle sait que « *le Front national n'apportera rien pour redresser Hénin-Beaumont* ». Pour elle, si « *partout en France, le Front national augmente* », c'est parce que « *la droite a banalisé les thèses du Front national* ». Bruno Le Roux a rappelé ce qu'était la gestion du FN dans les villes : « *prébendes, népotisme, stigmatisation, fermeture des structures qui sont les structures qui font vivre les villes, mise au rencart des politiques culturelles* ».

Car en effet, si le parti de Marine Le Pen tente aujourd'hui d'afficher un visage neuf, pourtant, entre 1995 et 2001, Toulon, Orange, Marignane et Vitrolles étaient déjà tombées dans son escarcelle. Avec des résultats que l'ont connaît. À Toulon, Jean-Marie Le Chevallier a commencé par séparer le bon grain de l'ivraie. Sous couvert de réductions budgétaires, il a baissé les subventions aux associations, sauf celles

proches de l'extrême droite, comme le cercle national des combattants ou Fraternité française, des satellites du FN. Il a engagé une lutte contre la culture « *élitiste* ». Par exemple, il a jugé indésirable la présence de Marek Halter au salon du livre de 1996. Dans l'exécutif régional, les élus frontistes prennent systématiquement position contre le FRAC (fonds régional d'art contemporain). Les quartiers défavorisés sont eux complètement délaissés. Finalement, le maire creusera les déficits et finira par augmenter les impôts locaux dès la deuxième année de mandat.

Une politique discriminatoire

À Vitrolles, Bruno puis Catherine Mégret se sont succédé à la mairie. Le cinéma local d'art et d'essai a été fermé, sa directrice renvoyée. La mairie a mis en place un comité de lecture pour sélectionner les livres acceptables dans la bibliothèque. Après quelques mois de mandat, 10 % des entreprises avaient quitté la ville. Par ailleurs, la décision de la mairie d'attribuer une prime de naissance de 5000 francs « *aux enfants français nés de parents européens* » a été sanctionnée pénalement. Catherine Mégret a été condamnée à trois mois de prison avec sursis, 100 000 francs d'amende et deux ans d'inéligibilité pour discrimination et incitation à la discrimination.

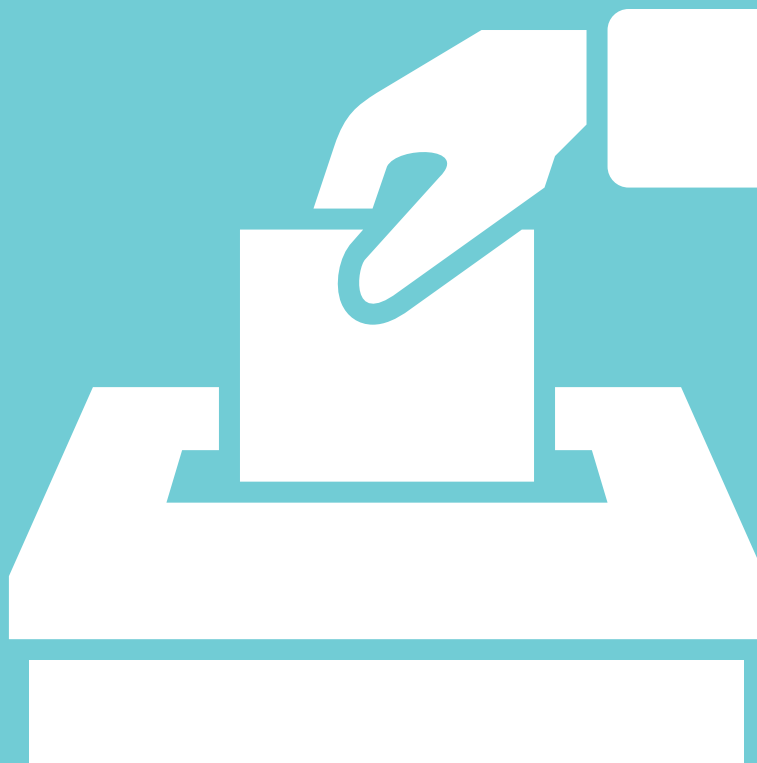
Jacques Bompard ne fera pas beaucoup mieux à Orange. Comme d'autres, il annonce que l'assainissement des finances est sa priorité.

Il baisse la pression fiscale et le prix de l'eau. Mais le revers de la médaille, c'est que la ville n'assure plus ses missions premières d'entretien des réseaux. Le service public se dégrade. En outre, la chambre régionale des comptes pointera en 2011 des irrégularités, en détaillant des « *dépenses à caractère familial* » du couple Bompard : factures de restaurants, d'hôtels, de soins, aux frais du contribuable ! Jacques Bompard sera également renvoyé en correctionnelle pour prise illégale d'intérêts dans des affaires immobilières. Préférence nationale, sécurité, baisse d'impôts, « *restauration culturelle* » étaient aussi au programme du FN à Marignane. Les habitants découvrent les contrôles au faciès des gros bras du FN. Côté finances publiques, la chambre régionale des comptes est sévère : aucune restructuration des services, augmentation du poids de la dette, qui atteint 44 millions d'euros, trop forte augmentation des charges courantes... La CRC fustige « *des avantages en nature* » sur les véhicules de fonction (33 acquis entre 1998 et 2001) et dénonce « *l'attribution d'avantages dans des conditions irrégulières* », notamment des logements de fonction à titre gratuit. Daniel Simonpieri écopera d'un an de prison avec sursis en 2011 et de 5 ans d'inéligibilité pour harcèlement moral à l'encontre d'un employé municipal d'origine marocaine. Il est sanctionné également pour favoritisme, fausses factures et emploi fictif.

2ND TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES



**MOBILISONS-NOUS,
VOTONS LE 30 MARS 2014 !**



POURQUOI ALLER VOTER ?

L'abstention a battu des records
Ne laissons pas sanctionner nos maires, soutenons-les !

Dimanche, on vote pour nos villes, nos vies, nos écoles,
nos services publics.

Les élections municipales, c'est décider pour notre quotidien.
Il nous reste 4 jours pour choisir notre maire pour les 6 prochaines années.

Ne laissons pas le terrain à la droite et à l'extrême droite.

**Rassemblés, mobilisés, faisons gagner la gauche
dans nos villes.**

**Dimanche, ne laissons personne décider à notre place.
Mobilisons-nous, votons !**